

Étude de cas n° 3 – droit de la famille – pension alimentaire - Irlande Du Nord

Points importants à noter au sujet des informations fournies

Il est à noter qu'il est impossible de fournir des montants exacts et que toutes les valeurs données ci-après ne le sont qu'à titre indicatif. Dans la mesure du possible, les montants des frais ont été précisés pour certains aspects de la procédure, mais visent uniquement à fournir un ordre d'idées des sommes en jeu. Les frais de justice dépendent souvent du niveau de la juridiction et des diverses étapes d'une affaire spécifique. Une liste exhaustive des frais figure sur le site web du [service judiciaire d'Irlande du Nord](#).

Dans l'étude de cas B, on ne sait pas s'il existe déjà une ordonnance dans l'État membre B. Si c'est le cas, il s'agirait de l'exécution de cette ordonnance, relevant alors de la loi de 1972 sur les jugements rendus en matière de pension alimentaire (exécution réciproque), ainsi que d'autres lois et traités en vigueur. Par conséquent, il est impossible de fournir des informations générales sur les coûts etc., qui varient selon le pays concerné et selon les relations entre les États membres.

Frais indicatifs en Irlande du Nord

Frais indicatifs des instances, appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas

cas	Instance	Frais de transcriptione	Autres frais
	Frais d'instance initiaux		
	Demande de soutien financier (paiements périodiques et/ou versement unique)		
	Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>) 50 £		Tribunal des affaires familiales (<i>Family Proceedings Court</i>): citation à comparaître: 10 £. Signification à personne: 13 £
	Centre d'assistance familiale (<i>Family Care Centre</i>) – 75 £	0,78 £ par feuillet ou 25 £/heure	et Documents supplémentaires: 3 £ par document
Cas A	Haute Cour – 100 £	d'enregistrement audio sur CD (si les débats sont enregistrés)	
Cas B			

Frais indicatifs d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice	Frais	Frais	Expert	
	Le recours à un huissier est-il obligatoire?	Coût moyen	Le recours à un huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût

	Non - mais la Haute Cour examine généralement des affaires plus complexes.	n.c.	s.o.	-	-	Non	n.c.
Cas A							
Cas B							

Frais indicatifs d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins	Gage ou caution	Coût
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-il un recours?	Haute Cour - 200 £ Tribunal de comté - 115 £
Cas A	L'indemnisation des frais (manque à gagner, par ex.) peut être laissée à l'appréciation du juge ou faire l'objet d'un accord entre les parties.	Cela peut être interprété comme une demande d'ordonnance de blocage des avoirs. Le cas échéant, les frais sont ceux indiqués.	
Cas B			

Coût indicatif de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?
Cas A	Quand et sous quelles conditions s'applique-t-elle? Une aide peut être accordée pour certaines questions accessoires, telles que les pensions alimentaires, en fonction de conditions de ressources et de conditions liées au fond du litige.	Cf. colonne de gauche	Cf. colonne de gauche
Cas B	Lorsque l'affaire est jugée en Irlande du Nord, les conditions de ressources et les conditions liées au fond du litige habituelles s'appliquent.	Cf. colonne de gauche	Cf. colonne de gauche

Étude de cas	Remboursements	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle doit être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Ces frais figurent normalement dans tout accord établi entre les parties ou sont fixés par le juge.	Tous les frais peuvent potentiellement être précisés dans l'ordonnance du tribunal.	Les clients peuvent être tenus de payer une contribution en fonction de leur revenu et de leur capital (cf. cas 1A).
Cas B		n.c.		Cf. ci-dessus.

Frais indicatifs de traduction et d'interprétation

Étude

de cas Traduction

Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?

Coût approximatif?

Notre prestataire n'applique pas de tarif spécifique à la page car chaque dossier est envoyé aux traducteurs selon leur disponibilité et autres facteurs, et que les prix varient en fonction de la langue demandée.

Si les pièces qui doivent être présentées au tribunal ne sont pas en anglais.

Le tarif moyen pour un document de deux pages traduit en polonais, russe, lituanien, letton, slovaque, portugais et cantonais était de 120 £ ht. Pour un document de 10 pages traduit en polonais, le tarif était de 355 £ ht, et pour une relecture du document par un réviseur indépendant le tarif s'élevait à 105 £ ht.

Cas A

Cas B

Étude

de cas Interprétation

Quand et dans quelles conditions est-elle nécessaire?

Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?

Coût approximatif?

Description

Coût approximatif?

Si les parties ou les témoins ne parlent pas ou ne comprennent pas l'anglais.

125 £ pour 3 h maximum.

Coûts liés à la signification des actes

Il dépend du lieu où doivent être signifiés les actes, des modes de signification admis dans l'autre État membre et du nombre de tentatives nécessaires.

Cas A

Cas B

■ Dernière mise à jour: 16/03/2016

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.